

Vincent Geisser

Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain, MAE, Tunis

DERRIÈRE LA « NOUVELLE QUESTION D'ORIENT », UNE CERTAINE IDÉE DE L'EUROPE

Réflexion sur les usages politiques et partisans de l'orientalisme

La publication d'*Orientalism* par l'universitaire Edward W. Saïd à la fin des années soixante-dix a été à l'origine d'un travail de relecture critique des études occidentales sur le monde arabo-musulman, incitant certains auteurs américains et européens à prendre leurs distances avec des analyses considérées comme culturalistes¹. Depuis, l'accusation d'orientalisme ou de « néo-orientalisme » plane sur les sciences sociales et tend à devenir l'un des angles d'attaque privilégiés des spécialistes du « monde musulman » pour dénoncer les dérives substantialistes de leurs pairs, contribuant ainsi à créer un « péché d'orientalisme » à connotation savante².

Malheureusement, dans cette controverse qui agite le « petit monde des arabisants et des islamologues », peu d'intérêt fut accordé aux usages vulgaires de l'orientalisme et à ses figures contemporaines, comme si aujourd'hui les discours sur l'Orient ne fonctionnaient que sur le mode de l'érudition.

L'orientalisme politique face au défi de la cohabitation culturelle : les « Arabes de chez nous » et les « Arabes de là-bas »

Notre contribution se fonde sur l'hypothèse de l'existence d'un *orientalisme de sens commun* dans la société française qui entretiendrait une filiation plus ou moins étroite avec l'orientalisme savant³. Aussi, avons-nous choisi de partir du discours politique pour mettre en

exergue les différents schèmes de représentations de ce que nous appellerons *l'orientalisme militant et partisan*. En effet, les hommes politiques français développent une vision polymorphe de l'Orient et du monde arabo-musulman puisant à différentes sources, comme la peinture orientaliste, la littérature coloniale, les cercles de sociabilité militants et idéologiques (influence du gaullisme à droite et du tiers-mondisme à gauche), mais aussi très largement à leurs expériences personnelles dans les pays proche ou moyen-orientaux. Nombreux sont les responsables politiques français à avoir vécu leur enfance et adolescence au Maghreb ou au Machrek, d'où une empreinte indélébile, ou à y avoir accompli des missions dans le cadre de la coopération et de l'aide au développement.

Ces représentations politiques de l'Orient sont également influencées par la présence de populations arabo-musulmanes sur le territoire français. Ainsi, le fait migratoire et les débats passionnels qu'il suscite participent d'un *orientalisme in societa* (L'Orient intérieur) qui apparaît comme le produit de cette cohabitation culturelle et de ce rapport spécifique des acteurs politiques hexagonaux aux migrations provenant du Maghreb⁴.

En période de crise internationale, telle la guerre du Golfe, ces visions de l'Orient se trouvent réactivées, donnant lieu à des prises de position contradictoires au sein du champ politique et des instances partisans. Ces représentations du monde arabo-musulman ne fonctionnent pas de manière isolée, mais recourent souvent d'autres clivages et enjeux comme, par exemple, le débat sur les limites politiques, juridiques et économiques de la construction européenne. À travers leurs visions des relations franco-arabes, c'est aussi *une certaine idée de l'Europe* que l'on voit se profiler aujourd'hui dans leur discours.

Notre corpus d'analyse porte sur une cinquantaine de déclarations prononcées pendant la première « crise du Golfe » (août 1990-mars 1991) par les responsables nationaux et locaux du Parti socialiste⁵. L'analyse s'est déroulée en deux temps. Au terme d'une étude approfondie des discours, nous avons procédé à une lecture thématique des textes des leaders socialistes français à partir de cinq items majeurs, cherchant ainsi à les restituer dans leur dynamique politique, c'est-à-dire les principaux temps forts de la vie du parti⁶.

Notre réflexion sur l'orientalisme politique ne prétend pas à une dimension exhaustive. Elle contribue à apporter un éclairage, parmi d'autres, sur les logiques politiques et militantes qui sous-tendent l'orientalisme, en mettant en évidence les connexions possibles avec les discours à vocation savante.

En tant que force politique nationale, composante majoritaire du gouvernement et organisation entretenant des relations privilégiées avec certaines associations communautaires (juives et musulmanes), le Parti socialiste a assuré pendant les « événements du Golfe » la triple fonction de producteur, metteur en scène et acteur de la crise, agissant à deux niveaux de représentation : la « société internationale », décrite comme un espace conflictuel entre des rationalités culturelles opposées et la société française, conçue à la fois comme un ensemble unitaire et communautaire.

Dans la conception de ses rapports avec le monde arabo-musulman et l'État d'Israël, il semble que la logique du « parti au pouvoir » l'ait emporté sur celle de la solidarité militante et tiers-mondiste. Ce type de solidarité internationaliste n'a été que rarement évoquée par les leaders socialistes français, à l'exception de Pierre Guidoni, représentant à l'époque le PS à l'Internationale socialiste⁷. L'éthique de responsabilité gouvernementale a ainsi primé sur l'éthique de conviction.

Dans ses relations avec les organisations juives et arabo-musulmanes, le PS a revendiqué un rôle de « pacificateur social », hérité de la tradition jacobine et républicaine, auquel vient se greffer aujourd'hui un discours imprégné de multiculturalisme. Les responsables socialistes se sont perçus comme énonciateurs légitimes d'un *discours central de cohésion*, susceptible de réconcilier des communautés potentiellement conflictuelles.

On comprend dès lors la nécessité de relier les représentations socialistes du monde arabo-musulman à la vision que les leaders du parti se font de leur propre rôle dans la société française. Se réfugiant derrière le mythe républicain d'une *France une et indivisible*, ils n'ont pas appelé moins aux « communautés » pour préserver les intérêts suprêmes de la Nation⁸, à l'instar de leur discours sur l'Orient qui stigmatise la tentation du « repli communautaire », tout en défendant son droit à la spécificité identitaire.

Rompre avec le complexe occidental de l'« Orient diabolisé »

Pour certains auteurs, la guerre du Golfe et, d'une façon générale, les conflits actuels opposant les pays occidentaux aux États arabo-musulmans, réactivent sans cesse le vieux clivage Orient/Occident, réactivation reposant elle-même sur une mémoire commune des croisades et du *djihad*⁹. C'est l'idée d'une « frontière culturelle », bien ancrée chez certains spécialistes de l'aire arabo-musulmane dont on ne parvient jamais à saisir s'il s'agit d'une catégorie cognitive, d'une variable explicative ou d'une notion cherchant à rendre compte de l'état des mentalités en Orient et en Occident. L'on perçoit ici les ambiguïtés idéologiques de ce type de démarche en termes de « culture », d'« imaginaire » ou de « mémoire » au sein desquels il est parfois difficile de discerner *l'auteur de l'acteur*, à tel point que l'on peut se demander si ce n'est pas l'intellectuel lui-même qui serait le principal opérateur de légitimation de ce type de clivages culturels et civilisationnels¹⁰. Dans ce type de problématique culturaliste — même si leurs auteurs s'en défendent — la vision péjorative de l'Orient n'est pas traitée comme une conséquence des conflits, mais comme sa cause majeure. Ainsi, la guerre du Golfe est analysée comme *le passage à l'acte* d'une haine que l'Occident ne parviendrait plus à sublimer.

Dans cette problématique post-orientaliste, le travail scientifique consisterait à mesurer l'écart entre l'image mémoriale de l'Orient produite par les Occidentaux et son actualisation

à travers les discours et les diverses représentations. À l'avance, les résultats d'une telle démarche s'imposent : l'image de l'Orient revêt des formes différentes, mais reste fondamentalement univoque. L'auteur s'interdit ainsi de saisir les évolutions dans le temps, les nuances et les subtilités du discours politique sur l'Orient, concluant presque toujours à la diabolisation, comme si les « acteurs ordinaires » ne pouvaient qu'adhérer à une vision caricaturale du monde arabo-musulman.

Dans le cadre de cette réflexion sur l'orientalisme à vocation politique, nous défendrons l'hypothèse inverse : l'image de l'Orient — formule d'ailleurs réfutable — est fonction du positionnement culturel, idéologique et politique des acteurs au sein de leur propre société¹¹. Nous refusons donc de considérer qu'il existerait *a priori* une « image occidentale de l'Orient », dont nous n'aurions finalement qu'à étudier les variantes représentatives.

En définitive, nous voudrions nous démarquer de deux traits dominants de certains travaux sur l'Orient dans l'imaginaire occidental : *l'a priori de diabolisation* et *l'a priori d'univocité*. Sur ce point, nous rejoignons Maxime Rodinson dans sa critique du tiers-mondisme scientifique : « Depuis, les arabes n'ont cessé de rappeler les croisades et c'est devenu un mythe. Ce mythe a été repris par les tiers-mondistes qui se contentent de reprendre tous les mythes du tiers monde comme des perroquets »¹².

Les représentations du monde arabo-musulman véhiculées par le discours des acteurs politiques français sont loin d'être univoques et ne renvoient pas forcément à l'esprit des croisades réactualisé dans le discours onusien. Elles s'ordonnent, certes, autour des thèmes essentialistes de « rationalités culturelles opposées » et de « blocs civilisationnels », mais aussi autour de notions iréniques comme celles de « proximité culturelle », d'« intimité franco-arabe » ou encore d'« identité méditerranéenne ».

L'évocation rituelle de la Méditerranée comme « réducteur symbolique » de tension entre l'Occident et l'Orient musulman

La « question méditerranéenne », aussi instrumentale soit-elle, est devenue l'objet de toutes sortes d'investigation dans les champs économique, politique et culturel, y compris les sciences sociales, où elle est à l'origine d'un nombre croissant de colloques et de travaux : « *contrastant avec la discrétion des actes officiels qui contribuent à déterminer les identités et à tracer la démarcation entre l'Europe et les autres dans cette région, les discours sur la relation méditerranéenne sont en revanche très prolifiques* »¹³.

Depuis la Conférence de Barcelone en 1995, elle accède même au rang de produit politique, moins d'ailleurs à l'échelle étatique-nationale qu'à l'échelle de l'Europe communautaire et des relations inter-régionales. On serait tenté d'interpréter ce renouveau de la « question méditer-

ranéenne », soit dans une perspective économiciste (la Méditerranée comme espace d'échanges commerciaux), soit sous un angle culturaliste (la Méditerranée comme espace de mythe et d'utopie).

Dans les représentations des acteurs politiques français, ces deux problématiques se croisent, s'interpénètrent et s'interpellent mutuellement.

Ceux qui voient dans la Méditerranée un nouveau marché pour la France et l'Union Européenne se réfèrent le plus souvent à une identité méditerranéenne commune, justifiant ainsi la politique d'échanges et de coopération avec les pays tiers méditerranéens. Les registres stratégiques de leur discours méditerranéen s'appuient sur une argumentation de type culturaliste, mettant en avant les liens historiques entre les différents États de la région.

Les acteurs politiques hexagonaux, privilégiant davantage une approche culturaliste de la Méditerranée (la « nouvelle Andalousie »), recourent à une argumentation de type économique et mercantile, comme s'ils devaient asseoir leur entreprise culturelle sur des arguments rationnels.

La « question méditerranéenne » légitime des ambitions extérieures, en réduisant par sa puissance symbolique l'étanchéité de la frontière entre l'Europe occidentale et l'Orient. On devrait plutôt dire d'ailleurs *les orient*, les différentes régions du monde arabo-musulman ne jouissant pas du même traitement symbolique, selon qu'elles sont liées ou non historiquement à la France et à l'Europe. Dans la plupart des configurations recensées, le Maghreb continue à occuper une place spécifique, étant presque toujours identifié à « l'Orient des Français ».

Elle constitue également une ressource à usage interne. Ainsi, la référence à l'identité méditerranéenne est récurrente dans le discours des leaders socialistes français, notamment chez ceux d'ascendance nord-africaine, pied-noir et séfarade qui ont en commun une filiation familiale avec le Maghreb. Par la valorisation discursive d'un espace méditerranéen, ces élites socialistes d'origine maghrébine tentent de conforter leur position dans l'espace politique français et au sein de leur propre parti ou courant. Dans un contexte de crise internationale, elles font valoir leur rôle de *médiateurs* et de *passeurs* entre les deux rives, justifiant leur existence et leur « utilité » politique. La *Méditerranée mythique* tend à devenir une ressource politique, grâce à laquelle certaines élites partisans, en collaboration ou en concurrence avec d'autres acteurs associatifs et politiques, cherchent à obtenir une reconnaissance locale ou nationale¹⁴.

Toutefois, l'instrumentalisation politique de l'identité méditerranéenne ne se limite pas à ces aspects iréniques. Réductrice sur un mode symbolique de la tension Occident/Orient, elle est aussi révélatrice d'une tension interne à l'espace politique français qui n'apparaîtra au grand jour qu'au moment de la campagne référendaire de Maastricht et, plus récemment, du débat sur la monnaie unique et le Traité d'Amsterdam. Sous couvert de la célébration de la *méditerranéité* de la France, on voit se profiler un clivage profond entre « pro-européens » et « national-patriotes ».

Chez les premiers, majoritaires au sein de la mouvance socialiste et radicale, le couplage

entre « identité méditerranéenne » et « identité européenne » se produit sur un mode fusionnel : la France doit faire valoir sa spécificité méditerranéenne dans l'Europe communautaire, condition *sine qua non* du maintien de son leadership dans l'Union et de la consolidation de ses relations avec les pays arabo-musulmans : « Ainsi se dessine, à long terme, la ligne d'une France géographiquement européenne et méditerranéenne à la fois [...]. J'ajoute : France méditerranéenne, malgré aujourd'hui la réprobation d'une partie du monde arabe »¹⁵.

Chez les seconds (drayistes et chevènementistes)¹⁶, le couplage de la question méditerranéenne avec la construction européenne s'exprime plutôt sur un mode conflictuel : l'affirmation de la *méditerranéité* de la nation française apparaît comme un élément de résistance aux pressions atlantistes et anglo-saxonnes : « Nous ne le voulons pas (le conflit dans le Golfe), non par anti-américanisme ou anti-germanisme, mais parce que nous pensons que l'équilibre des relations internationales, l'avancée du droit international passe par l'intérêt national [...]. Nous sommes des patriotes français et nous mettons d'abord en avant, ce que nous pensons être l'intérêt de la France »¹⁷.

Plus rarement, enfin, la revendication d'une identité méditerranéenne commune à la France et au monde arabe fait appel à la solidarité tiers-mondiste entre acteurs « progressistes » des différentes nations. C'est le sens de la déclaration de Pierre Guidoni, représentant du PS à l'Internationale socialiste : « Il y a près de nous, la Méditerranée, et le monde arabe, les forces qui luttent au Maghreb pour la démocratie. Sachons mesurer à quel point nous sommes solidaires de nos camarades marocains, tunisiens, algériens [...]. Beaucoup sont attentifs aux positions, à l'action, à la fraternité des socialistes français »¹⁸.

La question méditerranéenne, produit et ressource politiques, est investie d'une charge symbolique radicalement différente, selon que les responsables socialistes se positionnent sur l'axe pro-européen ou sur l'axe national-patriote : célébration d'une spécificité méditerranéenne de la France dans le cadre de la construction européenne, pour les uns, identité défensive et réactionnelle pour les autres.

L'Orient hexagonal comme faire-valoir de l'identité française dans l'Europe communautaire

Par leur caractère éminemment passionnel, les débats à connotation identitaire sont à la fois facteur d'unité et de division au sein des organisations. En ce sens, les conflits politiques qui ont traversé le Parti socialiste au moment de la guerre du Golfe en 1990-1991 ont préfiguré les affrontements futurs sur la place et le rôle de la nation française dans la construction européenne, question qui provoquera d'ailleurs une véritable ligne de fracture lors de la campagne référendaire de Maastricht et des discussions actuelles sur le Traité d'Amsterdam. En ce sens, les lectures partisans des événements du Golfe ont participé à stimuler un mythe de régénération de la nation française par la guerre.

Ainsi, à la fin de l'année 1990, nous pouvions relever deux positions antinomiques, l'une majoritaire au sein de la famille socialiste, que nous qualifions d'*européaniste*, l'autre minoritaire, que nous appelions *national-patriote* et qui se sont avérées décisives pour la compréhension des enjeux actuels. La première position tend à intégrer, sans la dissoudre, la spécificité française dans un différentialisme plus vaste, l'Europe communautaire, mise en opposition à l'hégémonie culturelle et militaire des États-Unis et à l'expansionnisme économique nippon. Au sein de cette configuration, le différentialisme hexagonal est maintenu et même valorisé, en ce sens que la nation française est présentée comme la garante et le pivot de l'unité européenne¹⁹. C'est aussi la vision qui a prévalu lors de la dernière crise du Golfe (décembre 1998), la majorité des responsables politiques français dénonçant, de façon à peine voilée, l'esprit va-t'en-guerre des Américains et des Britanniques.

La seconde position, défendue entre autres par l'écrivain Max Gallo (ancien membre du courant « Socialisme et République »), se réfère à l'entité étatique-nationale comme support exclusif d'une politique de coopération et de solidarité internationale : le différentialisme français doit se manifester impérativement « en tant que tel », mû par les traditions et les valeurs républicaines d'échange avec les autres nations d'Occident et d'Orient.

Qu'il procède d'une argumentation pro-européenne ou national-patriote, ce processus de naturalisation du rôle de la nation française sur la scène internationale produit des effets substantiels quant au positionnement des socialistes vis-à-vis du monde arabo-musulman et des questions d'intégration.

Du point de vue de la société internationale, le thème d'une « France amie naturelle des peuples arabes » revient de manière récurrente dans le discours des leaders socialistes, même si l'attachement à la sécurité de l'État d'Israël reste fortement affichée.

Du point de vue de la représentation des « blocs civilisationnels et culturels », émerge l'idée d'une coexistence plus ou moins pacifique entre deux rationalités, coexistence qui serait menacée aujourd'hui par la montée des fanatismes et des fondamentalismes religieux à l'échelle mondiale mais aussi dans la société française. Le thème du respect de la culture de l'Autre (l'Oriental, le musulman, l'arabe ou le Maghrébin) reste intimement lié dans leur discours à celui de l'impératif d'universalisation du modèle démocratique, dont la France, en général, et la mouvance socialiste, en particulier, seraient les dépositaires légitimes.

Ainsi, socialistes pro-européens et socialistes jacobins se rejoignent, et ceci malgré leurs divergences profondes sur les orientations de la construction européenne, dans une célébration commune de la mission de la France dans le monde, décodée à l'aune d'une histoire nationale, censée avoir une portée universelle. Dans cette nouvelle posture universaliste, le contexte de cohabitation culturelle joue un rôle fondamental, dans la mesure où le discours sur l'exemplarité de notre modèle politique s'adresse au premier chef à l'*Orient intérieur*, c'est-à-dire aux « Arabes de chez nous ».

NOTES

- 1 SAÏD, Edward, *Orientalism. Western Conceptions of the Orient*, London, Routledge & Kegan Paul Ltd, 1978. Cf. aussi la version en langue française : *L'Orientalisme, l'Orient créé par l'Occident*, Paris, Le Seuil, 1980.
2. On se reportera à la critique de l'ouvrage de Bertrand BADIE, *Les deux États*, Paris, Fayard, 1986, par Fahrad KHOSROKHAVAR, « Du néo-orientalisme de Badie : enjeux et méthodes », *Peuples Méditerranéens*, n° 50, janvier-mars 1990. Cf. aussi l'ouvrage de Daniel REIG, *Homo-orientaliste, la langue arabe en France depuis le XIX^e siècle*, Paris, Maisonneuve & Larose « Islam-Occident », 1988.
3. Nous rejoignons ici la problématique développée par Jean-Robert Henry et Franck Frégosi : « L'examen de l'articulation entre discours finalisé et discours savant — discours « intéressé » et discours « désintéressé » en termes plus vulgaires — est bien sûr central, à condition d'éviter autant que possible le piège du clivage science/idéologie, et la tentation de séparer le bon grain de l'ivraie ».
4. Cf. notre ouvrage *Ethnicité républicaine, les élites d'origine maghrébine dans le système politique français*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997.
5. Le corpus porte sur les discours et les déclarations des personnalités suivantes : Michel Rocard (Premier Ministre), Pierre Mauroy (Premier secrétaire), Michel Vauzelle, Michel Delebarre, Jean Poperen, Lionel Jospin, Pierre Guidoni (représentant du PS à l'Internationale socialiste), Ahmed Gayet, Gérard Fuchs, Henri Emmanuelli, Louis Mermaz, Laurent Fabius, Marcel Debarge, André Bellon, Mohammed Mebtoul, Louis Mexandeau, Gérard Lindeperg, Dominique Strauss-Kahn, Jean-Luc Mélenchon, Max Gallo, Jean-Claude Boulard et Claire Dufour. Les « lieux » de discours retenus dans le cadre de ce travail sont la Convention nationale du PS à la Défense des 1 et 2 décembre 1990, le Comité Directeur extraordinaire sur la crise du Golfe du 15 janvier 1991, le Comité Directeur ordinaire du 2 février 1991 et enfin, la Convention Nationale de Cachan des 6 et 7 avril 1991. On ajoutera à ce corpus global des prises de positions « isolées », émanant de Bureau Exécutif et du Secrétariat Général du PS qui suivent généralement de près les allocutions du Président de la République, François Mitterrand.
6. Les cinq items sont :
 - l'image du régime irakien et de son leader, Saddam Hussein ;
 - le rôle de la France dans le nouvel ordre international ;
 - la vision générale du monde arabo-musulman ;
 - la question israélo-arabe et le projet d'État palestinien ;
 - la représentation des minorités arabo-musulmanes dans la société française.Ces items ont été définis en fonction de leur récurrence dans le discours des leaders socialistes français pendant la guerre du Golfe et de leur pertinence par rapport à notre hypothèse de départ, à savoir l'existence d'un orientalisme à usage politique et partisan.
7. L'Internationale socialiste s'est réunie le 5 septembre 1990 à Tampere (Finlande). Au cours de la séance, les dirigeants de l'Internationale ont émis une déclaration commune, dénonçant l'agression irakienne et prônant une politique de sanctions dans le cadre des Nations Unies.
8. On citera Pierre Mauroy : « Le dialogue qui s'y est engagé (au sein du PS), riche et authentique, a éclairé la nécessité d'œuvrer ensemble afin que le conflit dans le Golfe ne puisse être transposé sur notre territoire. Les motifs d'inquiétude existent, les raisons d'espérer sont réelles. La situation d'une France riche de diversité permet, dans une période de conflit, que se poursuive et avance le dialogue judéo-arabe. Ce dialogue, le Parti

- socialiste le poursuivra en ouvrant largement sa porte chaque semaine à toutes les associations qui s'interrogent et souhaitent exprimer leur sentiment », communiqué du Premier Secrétaire, publié dans *PS Info*, janvier 1991.
9. Cf. REYNAUD, Georges, WEBER, Edgar, *Croisade d'hier, Djihad d'aujourd'hui*, Paris, Cerf, 1989 et NAÏR, Sami, *Le regard des vainqueurs*, Paris, Grasset, 1992.
 10. Le numéro 50 (janvier-mars 1990) de la revue *Peuples Méditerranéens*, « L'Orientalisme. Interrogations », donne un bon aperçu de ce débat au sein des sciences sociales.
 11. D'où l'intérêt de privilégier une démarche sociologique étudiant les usages politiques de l'orientalisme au sein d'une organisation partisane précise, en s'efforçant ainsi de restituer les différents enjeux internes et externes.
 12. RODINSON, Maxime, *Hommes & Migrations*, n° 1145, juillet 1991, p. 47.
 13. Jean-Robert HENRY, « La Méditerranée, nouvelle frontière européenne ? », dans J.-C. RUANO-BORBOLAN (dir.), *L'identité, l'individu, le groupe, la société*, Auxerre, Éditions Sciences Humaines, 1998.
 14. Cf. dans notre ouvrage *Ethnicité républicaine*, le chapitre XI consacré aux élites françaises d'origine maghrébine pendant la guerre du Golfe, Paris, Presses de Sciences Po, 1997, p. 215-226.
 15. Laurent Fabius, Comité Directeur, février 1991.
 16. Nous faisons référence à la Nouvelle École Socialiste (NES) de Julien Dray et au courant « Socialisme & République » de Jean-Pierre Chevènement qui, en janvier 1991, s'opposeront au principe d'une intervention militaire de la France dans le Golfe persique.
 17. Max Gallo, Comité Directeur extraordinaire sur la crise du Golfe, 15 janvier 1991.
 18. Pierre Guidoni, Convention nationale de Cachan, décembre 1990.
 19. On citera Gérard Fuchs (courant majoritaire) : « Si nous sommes convaincus, comme c'est mon cas, que les intérêts américains et les intérêts français et européens ne sont pas les mêmes, si nous sommes convaincus que les visions du monde diffèrent, je dis alors que si nous voulons être capables demain d'équilibrer la formidable puissance américaine, une solution existe, renforcer au plus vite la construction européenne », discours devant la Convention nationale à la Défense, décembre 1990.